



FNAUT

transport
consommation
environnement

32 rue Raymond Losserand 75014 Paris
01 43 35 02 83 - contact@fnaut.fr

Paris, le 14 mars 2016

M. François Hollande
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Lettre ouverte

Monsieur le Président de la République,

Association de consommateurs agréée par l'Etat, la FNAUT travaille depuis 1978 à la promotion d'une politique des transports conforme aux exigences du développement durable. Elle est la seule association de consommateurs spécialisée sur ce thème, qui est devenu aujourd'hui une préoccupation majeure des Français. Elle rassemble 150 associations locales et plusieurs associations nationales, soit au total environ 80 000 adhérents.

Notre fédération est strictement indépendante de l'administration, des élus, des partis politiques, des syndicats, des opérateurs de transports et des industriels.

Confrontés à une dégradation inquiétante des services ferroviaires dans notre pays, nous avons multiplié les interventions auprès du gouvernement, de la SNCF, des parlementaires, des élus régionaux, des médias... puis lancé une pétition nationale, « Sauvons nos trains ». Cette pétition a recueilli à ce jour près de 10 000 signatures en provenance de toutes les régions françaises (malgré la « concurrence » de nombreuses autres pétitions complémentaires, ciblées sur des dysfonctionnements locaux ou régionaux du rail).

Nous vous adressons ci-dessous le texte de cette pétition et, en pièce jointe, un recueil des commentaires, particulièrement instructifs, des signataires de la pétition.

Permettez-nous d'attirer votre attention sur les points suivants.

- L'intérêt des commentaires recueillis, qui émanent de publics manifestement très divers, est qu'ils ont été émis de manière spontanée, sans le filtre de questions posées préalablement. Ils constituent une véritable enquête d'opinion, plus révélatrice qu'un simple sondage.

- Ces commentaires donnent une vue d'ensemble de la situation présente du rail en France et des préoccupations du public : les signataires se sont exprimés à la fois comme usagers des transports rencontrant des difficultés concrètes lors de leurs déplacements quotidiens ou occasionnels à courte ou longue distance, et comme citoyens préoccupés par le service public, l'aménagement du territoire, la sécurité routière, l'environnement, l'énergie, l'économie,...

1/3



- Ils indiquent clairement que la qualité de tous les services ferroviaires s'est profondément dégradée et expriment une incompréhension et une véritable exaspération face à la stratégie mise en œuvre par la SNCF et aux orientations du gouvernement, bien différentes de celles qui étaient attendues en matière de service public et d'environnement.

- Ils évoquent tous les thèmes développés de longue date par la FNAUT, et légitiment ainsi le diagnostic et les inquiétudes de notre fédération et de ses associations. La FNAUT ne noircit pas le tableau : le rail va vraiment très mal en France, et la politique, que nous jugeons irrationnelle, menée par les gouvernements précédents et actuel, finit peu à peu par hypothéquer son avenir.

Depuis le lancement de notre pétition, la situation s'est encore dégradée et élargie. Les usagers connaissent les trains supprimés (au dernier moment ou de manière programmée) faute de matériel ou de personnel de réserve, les retards répétitifs, les trajets debout dans des rames surchargées, les horaires peu adaptés à leurs besoins, la raréfaction des points de vente des billets, les fermetures de gares.

Puis, il y a quelques mois, des problèmes de sécurité ont amené la SNCF à jumeler certaines rames TER, ce qui a provoqué, dans diverses régions, des suppressions de services TER et des transferts sur route. C'est aujourd'hui une pénurie de conducteurs, non anticipée alors que la gestion prévisionnelle des effectifs est de la responsabilité de toute entreprise, qui amène la SNCF à supprimer des services TER et à multiplier sans aucune gêne les transferts sur route : en Aquitaine, Nord-Picardie, Auvergne-Rhône-Alpes, Lorraine, PACA,....

Les usagers sont très mécontents de ces transferts : durée des trajets allongée, correspondances rompues, confort dégradé. Beaucoup d'usagers reprennent leur voiture, s'ils en ont une. Les Régions sont spoliées car elles paient des services de car au prix déjà exagéré du train. Un usager résume la situation : « tout se détériore, et cela devient insupportable ».

A ces difficultés vécues par les usagers s'ajoutent la dérive des coûts de production de la SNCF qui incitent les élus régionaux à contracter l'offre TER, les ralentissements de trains dus à la détérioration du réseau dont le vieillissement se poursuit, le report des travaux de modernisation de certaines lignes faute de personnel, les suppressions de services Intercités et même de TGV intervenues fin 2015, la suppression de la traçabilité de l'offre TGV qui fait craindre une augmentation de ces suppressions, la quasi-disparition annoncée des trains de nuit, les incertitudes sur la pérennité des services Intercités qui subsistent, la concurrence des « cars Macron » dont la SNCF elle-même est un acteur,...

C'est un véritable effondrement qui menace aujourd'hui le système ferroviaire.

Nous attendons donc que l'Etat, actionnaire unique de la SNCF et, selon la loi du 4 août 2014, responsable de la stratégie ferroviaire, réagisse vigoureusement face à cette situation dangereuse, valorise les atouts sociaux, économiques et écologiques du rail et révisé en conséquence ses choix, qu'il s'agisse de l'organisation et de la gouvernance du système ferroviaire, des investissements sur le réseau ferré et de leur financement, de l'offre proposée aux voyageurs et aux chargeurs, ou encore des conditions de concurrence entre le rail et les autres modes de transport.

Enfin l'Etat doit exiger de la SNCF un recentrage sur son métier de base – l'exploitation du réseau ferré national - et le redressement de la qualité, devenue déplorable, de ses services.

La réorientation de la politique ferroviaire que nous réclamons permettrait de créer des emplois pérennes. Plus généralement, les mesures que nous préconisons nous semblent parfaitement compatibles avec les orientations de votre gouvernement – qu’il s’agisse de justice sociale, d’aménagement du territoire, de protection de l’environnement ou de stimulation de l’activité économique - et nous ne comprenons pas qu’elles soient ignorées.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, à notre très haute considération.



Bruno Gazeau
Président de la FNAUT

Ci-dessous : la pétition de la FNAUT et son communiqué.

Pièce jointe : les commentaires des signataires, classés par thèmes.

Copies à :

Monsieur Manuel Valls, Premier ministre
Mme Ségolène Royal, ministre de l’Environnement
M. Emmanuel Macron, ministre de l’Economie
M. Jean-Michel Baylet, ministre de l’Aménagement du Territoire
M. Alain Vidalies, secrétaire d’Etat aux Transports
M. Jean-Paul Chanteguet, président de la commission Développement durable et
Aménagement du Territoire de l’Assemblée Nationale
M. Hervé Maurey, président de la commission Aménagement du Territoire et
Développement durable du Sénat
M. Frédéric Saint-Geours, président du conseil de surveillance de la SNCF
M. le Président, SNCF Réseau
M. Guillaume Pepy, président de SNCF Mobilité